

"Europe unie - Premier bilan" dans Le Monde (13 mai 1950)

Légende: Le 13 mai 1950, Paul-Henri Spaak, ancien Premier ministre belge, dresse un bilan mitigé de l'influence des organisations internationales existantes sur le processus d'intégration européenne.

Source: Le Monde. dir. de publ. Beuve-Méry, Hubert. 13.05.1950, n° 1 647. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"europe_unie_premier_bilan"_dans_le_monde_13_mai_1950-fr-5ecd773b-0a0b-4096-9690-a6b801fc70a3.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 14/09/2012

Europe unie – Premier bilan

Par Paul-Henri Spaak, ancien premier ministre de Belgique président de l'Assemblée consultative européenne

L'Europe ne s'est jamais bien relevée des deux guerres qu'elle a dû subir dans la première moitié de notre siècle.

Celle de 1914 fut pour la France une épouvantable saignée dont elle n'était pas remise quand la nouvelle épreuve lui fut imposée.

Celle de 1939 fut marquée pour la Grande-Bretagne par un effort financier d'une telle ampleur que les fondements mêmes de sa vie économique en furent complètement transformés, et qu'elle dut opérer une véritable révolution pour se sauver d'abord, pour vivre ensuite.

L'Allemagne, deux fois vaincue, cruellement meurtrie dans sa population, dévastée, y perdit son unité.

La politique russe la mutila, arrachant à son influence tout ce qui se trouve à l'est du rideau de fer.

Elle vit aujourd'hui plus ou moins consciente des menaces qui pèsent sur elle, acceptant avec une sorte de fatalisme résigné l'existence de la bombe atomique et du bolchévisme.

Le désir de vivre, ou l'habitude de vivre, doit être terriblement enraciné au fond du cœur de l'homme pour que, dans de telles conditions, les Européens se soient remis au travail, relèvent leurs ruines, fassent des plans, et même pour que quelques-uns entretiennent l'espoir de jours meilleurs.

Ceux-là d'ailleurs ont raison. L'Europe peut vivre. L'Europe peut résoudre les problèmes qui se posent à elle. Il lui suffit de faire ce qu'elle doit. Il lui suffit de s'organiser.

Comme je voudrais que tous ceux qui ont quelque chose à dire, qui détiennent une part du pouvoir et des responsabilités, soient convaincus de la chose, qu'ils soient sûrs que cela est à la fois absolument indispensable et parfaitement possible. Indispensable pour des raisons militaires, économiques et intellectuelles.

Plus aucun des pays européens, même les plus grands et les plus fiers, même ceux dont la tradition militaire est la plus forte et la plus glorieuse, ne peut aujourd'hui se défendre seul contre une agression venant de l'Est. Et tous ensemble ils ne le pourraient d'ailleurs qu'avec l'aide des Etats-Unis. C'est une certitude.

Aucun d'eux ne peut dans l'isolement espérer maintenir à la longue, encore moins accroître, le standing de vie de sa population, devant la concurrence qui lui est faite, à la fois par les Etats-Unis et par l'U.R.S.S. Au contraire, mettant en commun leurs richesses naturelles, le savoir-faire de leurs ouvriers, les compétences de leurs élites, rien ne pourrait les empêcher de retrouver la première place qu'ils occupaient encore à la fin du siècle dernier.

Enfin il y a une civilisation à défendre, celle qui a enseigné au monde le respect de la personne humaine. Une révolution nous menace. Le communisme est bien plus qu'une doctrine économique, il a la prétention d'être une règle de vie, et son triomphe constituerait la fin de tout ce à quoi nous croyons dans le domaine de l'esprit.

Tant de malheurs peuvent être épargnés, à la seule condition qu'en Europe les meilleurs, voyant au delà des difficultés immédiates, s'attachant aux vérités essentielles, balayant quelques préjugés, surmontant un égoïsme économique à courte vue, soient décidés à donner à leur vieux continent des institutions nouvelles.

Pendant le deuxième trimestre de 1947, toute l'année 1948 et les trois quarts de 1949 on a pu espérer que les Européens avaient compris.

Le 16 avril 1948 seize pays fondèrent l'Organisation européenne de coopération économique (O.E.C.E.), «reconnaisant que leurs économies sont interdépendantes et que la prospérité de chacune d'elles dépend de la prospérité de toutes ; estimant que seule une coopération étroite et durable entre elles permettra de restaurer et de maintenir la prospérité de l'Europe et de relever les ruines de la guerre».

Au même moment onze pays européens concluaient à Washington avec les Etats-Unis le traité de l'Atlantique nord et se déclaraient «déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation fondée sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le signe du droit».

Enfin le 5 mai 1949, dix gouvernements d'Europe, auxquels trois autres devaient bientôt se joindre, créaient le Conseil de l'Europe en se déclarant «inébranlablement attachés aux valeurs spirituelles et morales qui sont le patrimoine commun de leurs peuples et qui sont à l'origine des principes de liberté individuelle, de liberté politique et de prééminence du droit, sur lesquels se fonde toute démocratie véritable». Se déclarant aussi «convaincus qu'afin de sauvegarder et de faire triompher progressivement cet idéal et de favoriser le progrès social et économique une union plus étroite s'imposait entre les pays européens qu'animent les mêmes sentiments».

Ainsi en un an les progrès réalisés se révélaient formidables, et l'Europe occidentale semblait audacieusement et définitivement engagée dans une voie toute nouvelle : la voie de la reconstruction, de la sécurité et du salut. Une grande espérance faisait plus que naître, elle commençait à se réaliser.

Une nouvelle année s'est écoulée depuis et permet d'établir un premier bilan. Il serait faux, exagérément pessimiste de le considérer comme entièrement négatif, mais on peut affirmer qu'il ne donne pas satisfaction à ceux pour qui l'organisation de l'Europe est une question à la fois urgente et de vie ou de mort.

Il faut certes rendre hommage à la direction et aux fonctionnaires de l'O.E.C.E. Ils ont accompli un travail considérable, n'ont ménagé ni leur temps ni leur peine ; ils ont produit quantité de rapports ; plusieurs experts ont fait des suggestions intéressantes, mais les résultats globaux, malgré tout, ne sont pas très impressionnants. Ce qui manque à l'O.E.C.E. c'est une véritable pensée politique, une vraie volonté d'appliquer les principes sur lesquels il semblait que l'accord s'était fait. Dans la pratique aucun gouvernement n'a agi comme s'il croyait vraiment – et je ne saurais assez souligner le mot «vraiment» – que la prospérité de chaque pays dépende de la prospérité de tous.

Certes on a réussi à se partager dans un assez bon esprit les dollars américains ; mais à tout prendre on n'a réalisé que de tout petits progrès vers l'intégration européenne, et la plupart des excellents principes qui ont été proclamés à maintes reprises sont restés lettre morte, vaincus par l'égoïsme économique.

Enfin, à Strasbourg, le Conseil de l'Europe a fait ses premiers pas. Ils sont timides et hésitants comme ceux d'un jeune enfant. On sent bien que, sans un certain pouvoir qui lui serait conféré, il risque de n'être qu'une académie respectable mais impuissante. Certains pourtant hésitent et obligent les autres à progresser avec une prudence un peu excessive et quelquefois même un peu irritante.

Après les réels et spectaculaires succès de 1949 et du début de 1949, l'organisation de l'Europe marque le pas, et même recule un peu. C'est le moment pour tous ceux qui en savent l'essentielle importance de se jeter dans la bataille et de la gagner.

Paul-Henri Spaak